

COVID-19

redaction@sonapresse.com

Covid-19: les ministres de la Santé de la CEEAC pour le développement d'une industrie pharmaceutique

Rudy HOMBENET ANVINGUI
Libreville/Gabon

LE ministre de la Santé Max Limoukou a présidé, hier, par visioconférence, la réunion des ministres de la Santé des États membres de la Communauté économique et monétaire d'Afrique centrale (CEEAC). C'était au siège de ladite institution.

Une rencontre organisée dans le cadre de la validation de la stratégie régionale de riposte à la pandémie de Covid-19. Elle visait spécifiquement à permettre aux membres de la CEEAC de présenter la situation globale de la pandémie dans leurs pays respectifs, et les mécanismes mis en place pour la contenir, examiner et valider le projet de la stratégie régionale de riposte au Covid-19 en Afrique centrale. Un exercice auquel s'est plié chaque participant.

Cette pandémie a révélé au grand jour les limites des systèmes sanitaires de la sous-région. Dr Max Limoukou l'a précisé en



Le ministre de la Santé, Max Limoukou, en visioconférence, hier avec ses homologues de la sous-région.

indiquant qu'elle devrait favoriser le développement d'une industrie "pharmaceutique régionale performante, afin de réduire notre dépendance vis-à-vis des importations de médicaments essentiels". Ce, d'autant plus que "nous importons la quasi-totalité des médicaments et produits pharmaceutiques dont nos populations ont besoin, en dehors de notre espace communautaire". Il faut donc, selon lui, mettre fin à la dépendance extérieure.

Tout ceci intègre la stratégie régionale de riposte. "Au-delà donc

du plan de riposte à la pandémie actuelle que nous allons valider, c'est d'une politique et d'une stratégie régionale visionnaire, à moyen et long termes dont nous avons besoin pour le secteur de la santé", a mentionné le ministre gabonais.

De ce fait, il a invité ses homologues à se pencher sur la question de l'intégration régionale dans le domaine de la santé, ainsi que le développement d'une industrie pharmaceutique dynamique et performante, pour mieux affronter cette crise sanitaire mondiale.

Gabon: dépister, isoler, traiter

Frédéric Serge LONG
Libreville/Gabon

A ce jour, la stratégie nationale de riposte contre le nouveau coronavirus (Covid-19), renforcée par le lancement du dépistage de masse et l'acquisition du laboratoire Pr Gahouma, a permis d'accroître la capacité de réalisation des tests de masse. Instruite par le président de la République, Ali Bongo Ondimba, celle-ci a donné la possibilité à de nombreux compatriotes d'être informés sur leur statut virologique, et de prendre en charge les personnes diagnostiquées positives avec le traitement à base d'hydroxychloroquine et d'azithromycine.

Le résultat est encourageant : plus de 2 000 d'entre elles ont recouvré la guérison à ce jour.

«Car plus tôt on connaît son statut virologique, plus vite on peut en guérir. Aussi, un test négatif ne signifie pas qu'on ne peut plus être contaminé»

C'est la raison pour laquelle Guy-Patrick Obiang-Ndong, porte-parole du Comité de pilotage du plan de veille et de riposte contre l'épidémie à coronavirus au Gabon (Copil), dans sa conférence de presse du 23 juin, a invité, une fois de plus, les compatriotes encore réticents à effectuer leur test de dépistage. "Car plus tôt on connaît son statut virologique, plus vite on peut en guérir. Aussi, un test négatif ne signifie pas qu'on ne peut plus être contaminé, le maintien de son statut virologique est lié au respect des mesures barrières", a-t-il rappelé.

Ainsi, sur les 946 prélèvements effectués à la date du 23 juin, 110 nouveaux cas positifs ont été recensés. Soit 55 dans l'Estuaire, 45 (Haut-Ogooué), 8 (Moyen-Ogooué) et 2 (Ngounié). Ce qui donne un total de 4 849 cas positifs dans notre pays, avec 2 107 guéris, 39 décès, 82 hospitalisés dont 8 personnes en réanimation.

Rumeurs en temps de crise: 170 journalistes des États membres de l'OCI en atelier virtuel

CM (source UNA)
Libreville/Gabon

L'UNION des agences de presse des États membres de l'Organisation de la coopération islamique (UNA) a tenu, mardi dernier, les travaux d'un atelier organisé sous le thème " Les méthodes de vérification des informations et de propagation des rumeurs en temps de crise : cas de la Covid-19 ". Organisé en partenariat avec le département de l'information au Secrétariat général de l'Organisation de la coopération islamique (OCI) et l'Union des radiodiffusions islamiques (IBU), l'atelier a vu la participation de plus de 170 journalistes de 33 pays dont le Gabon, et un certain nombre de délégués permanents à l'OCI.

Les participants ont pu voir avec le conférencier, Dr Al-Hamami, l'environnement dans lequel des informations et rumeurs fausses et trompeuses se produisent, ain-

si que les outils qu'utilisent les faux producteurs des informations pour tromper l'opinion publique. "Il est important que le journaliste prenne conscience de son rôle, en ce sens qu'il n'est pas seulement un transmetteur d'informations, mais aussi un enquêteur et auditeur qui enquête sur toutes les informations qu'il reçoit, avant de commencer à les traiter et à les soumettre par l'intermédiaire de son média à l'opinion publique", a-t-il dit en substance.

Avant de préciser qu'"En période de crise, des instructions et des informations sont données à la presse, afin qu'elle joue un rôle de sensibilisation et d'interprétation basé sur de sources fiables et scientifiques". Et cela, pour relever toute l'importance de cet atelier virtuel dans un contexte de crise sanitaire mondiale, où toutes les manipulations de l'information, la vraie, sont possibles.



Des professionnels des médias de divers pays dont ceux du Gabon ont pris part à cet atelier dans un contexte du Covid-19.

